



**Raymond MERCK**

Expert-Comptable Diplômé  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie  
Régionale de Colmar

**RAPPORT  
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**ASSOCIATION FOYER NOTRE DAME**

**21, rue du Dôme  
67000 STASBOURG**

**Comptes annuels  
De l'exercice clos le 31 décembre 2024**

# ASSOCIATION FOYER NOTRE DAME

21, rue du Dôme  
67000 STRASBOURG

Registre des associations  
T.I. Strasbourg  
Volume VI, n° 19 (V. R. 9.23)

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

### SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

#### 1. Opinion

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association "**FOYER NOTRE DAME**" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### 2. Fondement de l'opinion

---

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

##### *Observations*

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans l'annexe aux comptes annuels dans les notes relatives aux faits marquants de l'exercice.



### **3. Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **4. Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les rapports du président et du directeur général ainsi que dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association "FOYER NOTRE DAME" ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 avril 2025.

### **6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Strasbourg, le 05 mai 2025

R. MERCK  
Commissaire aux comptes

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal line and a small vertical stroke at the end.



**Association Foyer Notre dame - Bilan Actif 2024**

Libellé	Montant brut 2024	Amort. et prov. 2024	Montant net 2024	Montant net 2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	54 597	51 814	2 783	16 913
Immobilisations incorporelles en cours				
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains	393 008		393 008	186 115
Constructions	3 351 550	342 192	3 009 359	1 977 734
Installations techniques, matériels et outillage	204 389	131 479	72 910	90 658
Autres immobilisations corporelles	1 155 230	998 048	157 181	212 703
Immobilisations corporelles en cours	69 805		69 805	
<b>Immobilisations Financières :</b>				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	700 000		700 000	
Prêts				
Autres immobilisations financières	221 511		221 512	196 864
<b>TOTAL I</b>	<b>6 150 090</b>	<b>1 523 533</b>	<b>4 626 558</b>	<b>2 680 988</b>
<b>Comptes de liaison (1)</b>				
<b>TOTAL II</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours :</b>				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	<b>137 695</b>		<b>137 695</b>	<b>37 523</b>
<b>Créances (2) :</b>				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	338 236	106 735	231 500	486 527
Autres créances	690 690		690 690	466 486
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>2 565 039</b>		<b>2 565 039</b>	<b>65 463</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>5 236 076</b>		<b>5 236 076</b>	<b>3 693 717</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>56 190</b>		<b>56 190</b>	<b>48 482</b>
<b>TOTAL III</b>	<b>9 023 926</b>	<b>106 735</b>	<b>8 917 190</b>	<b>4 798 198</b>
<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices IV</b>				
<b>Primes de remboursement des obligations V</b>				
<b>Ecart de conversion (actif) VI</b>				
<b>TOTAL ACTIF (I +II+III+IV+V+VI)</b>	<b>15 174 016</b>	<b>1 630 268</b>	<b>13 543 748</b>	<b>7 479 186</b>
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.				
(2) Dont à moins d'un an : 922 190 Dont à plus d'un an : .....				
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASE.				



**Association Foyer Notre Dame - Bilan Passif 2024**

Libellé	Montant net 2024	Montant net 2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise	243 918	243 918
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
<b>Réserves :</b>		
Excédents affectés à l'investissement	158 220	38 000
Réserves de compensation	269 960	259 670
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	464 467	464 467
Autres réserves	53 357	53 357
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	-2 648	-147 714
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	-81 836	-81 836
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	824 422	706 663
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-200 259	-181 087
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	5 800 622	424 162
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	55 287	295 763
Provisions réglementées :		
dont Couverture du besoin en fonds de roulement		
dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations		
dont Réserves des plus-values nettes d'actif		
Immobilisations grevées de droits		
<b>TOTAL I</b>	<b>7 585 510</b>	<b>2 075 364</b>
Comptes de liaison	0	
<b>TOTAL II</b>	<b>0</b>	
Provisions pour risques	127 947	189 578
Provisions pour charges	529 912	576 935
Fonds dédiés	194 332	672 309
<b>TOTAL III</b>	<b>852 191</b>	<b>1 438 822</b>
<b>DETTES (3)</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 064 902	1 167 208
Emprunts et dettes financières divers (3)	89 243	85 850
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	451 712	9 271
Redevables créditeurs	3 900	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	1 080 165	1 022 734
Dettes sociales et fiscales	1 382 379	1 568 977
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	702 358	1 241
Autres dettes (5)	230 012	99 668
Produits constatés d'avance	101 376	10 050
<b>TOTAL IV</b>	<b>5 106 047</b>	<b>3 965 001</b>
Ecart de conversion (passif)		
<b>TOTAL V</b>		
<b>TOTAL PASSIF (I +II+III+IV+V)</b>	<b>13 543 748</b>	<b>7 479 186</b>
(1) Dont compte 1201 et compte 1291 résultats sous contrôle de tiers financeurs.		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.		
(4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an :		
(5) Dont fonds des majeurs protégés :		



**Association Foyer Notre dame - Compte de résultat 2024**

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	850	950
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	1 999 343	1 898 181
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	15 053 869	15 259 237
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	7 516 077	7 411 586
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	561 555	208 097
Utilisations des fonds dédiés	514 293	497 666
Autres produits	35 554	7 644
<b>TOTAL I</b>	<b>18 165 465</b>	<b>17 871 775</b>

<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	8 019 445	7 438 174
Aides financières	303 684	286 268
Impôts, taxes et versements assimilés	680 073	728 840
Salaires et traitements	5 429 120	5 413 431
Charges sociales	2 410 549	2 422 834
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	492 304	521 632
Report en fonds dédiés	36 316	514 293
Autres Charges	24 367	21 594
<b>TOTAL II</b>	<b>17 395 859</b>	<b>17 347 066</b>

<b>1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>769 606</b>	<b>524 710</b>
---	----------------	----------------

<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7 092	2 659
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>7 092</b>	<b>2 659</b>

<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	39 120	11 513
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>39 120</b>	<b>11 513</b>

<b>2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-32 028</b>	<b>-8 854</b>
<b>3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>737 578</b>	<b>515 856</b>

<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	16 477	10 395
Sur opérations en capital	5 788 697	39 933
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>5 805 175</b>	<b>50 328</b>

<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	32 843	48 183
Sur opérations en capital	703 568	3 857
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	5 497	89 589
<b>TOTAL VI</b>	<b>741 907</b>	<b>141 629</b>

<b>4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>5 063 267</b>	<b>-91 302</b>
---------------------------------------	------------------	----------------

Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	224	392

<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>23 977 732</b>	<b>17 924 762</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>18 177 110</b>	<b>17 500 600</b>

<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>5 800 622</b>	<b>424 162</b>
----------------------------	------------------	----------------

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



## Règles et méthodes comptables

Règlement 2018-06 du 5 décembre 2018 complété par les règlements 2019-04 du 8 novembre 2019, 2020-08 du 4 décembre 2020 et 2022-04 du 30 juin 2022

### ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est de 13 543 748 €.
- au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un excédent de : 5 800 621 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par le Président et arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 28 avril 2025.

#### INTRODUCTION

Le Foyer Notre Dame, tout d'abord appelé « Marienstift », a été fondé en 1903 au 3 rue des Echasses à STRASBOURG.

La première mission de l'établissement consistait à accueillir de jeunes travailleuses originaires du milieu rural, venant travailler à Strasbourg.

L'Association Foyer Notre Dame a été créée en 1923 par un groupe de Filles de Saint François de Sales. Elle est régie par les articles 21 à 79 du Code local, maintenus en vigueur par la loi d'introduction de la législation civile française du 1<sup>er</sup> juin 1924. Elle est inscrite au registre des associations du Tribunal d'Instance de Strasbourg à la date du 23 mars 1923, Volume VI, n° 19 (V. R. 9.23).

A la fin de la guerre, en 1945, l'accueil est étendu à des étudiantes ainsi qu'à des jeunes filles accueillies dans le cadre de la protection de l'enfance, mission qui se poursuit encore aujourd'hui.

En 1977, les pouvoirs publics sont confrontés à l'accueil des premiers réfugiés du Sud-Est asiatique : l'Association Foyer Notre Dame obtient alors l'agrément de « Centre d'Hébergement Provisoire pour personnes réfugiées ». L'activité d'accueil et d'accompagnement de demandeurs d'asile, de personnes régularisées et de réfugiés, se développe au fil des années et devient une mission fondamentale de l'Association.

A partir des années 2000, et en partenariat notamment avec les services du Conseil Départemental du Bas Rhin, l'Association Foyer Notre Dame renforce ses activités auprès de la jeunesse, axant principalement son intervention autour des Mineurs Non Accompagnés et de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes majeurs et des jeunes travailleurs.

Depuis, l'Association consolide régulièrement ses champs d'intervention autour de la jeunesse, des demandeurs d'asile et des réfugiés, en liens étroits avec ses partenaires institutionnels, associatifs, privés et publics. L'association a ainsi connu un développement continu qui s'est accéléré au cours de la dernière décennie. Désormais, l'Association est en charge de 21 établissements, services et dispositifs. Elle héberge et accompagne près de 1500 personnes chaque jour.

L'association est à but non lucratif et ne relève pas d'une activité fiscalisée.

Ses champs d'intervention sont réunis au sein de deux pôles :

- Le pôle asile-refugiés ;
- Le pôle jeunesse.

Son action autour de la jeunesse est aujourd'hui centrée autour de jeunes travailleurs, de jeunes sortants de l'Aide Sociale à l'Enfance et de Mineurs Non Accompagnés.

Le Pôle Asile-Réfugiés est quant à lui positionné sur toute la chaîne de la demande d'Asile, du premier accueil jusqu'à l'accompagnement des réfugiés statutaires ou des personnes régularisées.

Les principaux financeurs de l'Association Foyer Notre Dame sont :

- L'Etat à hauteur de 72%
- La Collectivité Européenne d'Alsace à hauteur de 25%.



L'association compte désormais 144 ETP collaborateurs et relève des accords collectifs de travail CHRS (Centre d'hébergement et de réadaptation sociale).

L'association est propriétaire :

- D'un immeuble situé au 23 rue du Kronthal à Strasbourg, acquis en 2022 ;
- De bureaux destinés au service siège, situés au 21 rue du Dôme à Strasbourg acquis en 2024. Ce dernier constitue également le siège social de l'association.

## 1. FAITS MARQUANTS EN COURS D'EXERCICE

Au cours de l'année 2024, l'association Foyer Notre-Dame a procédé à la vente de son bâtiment historique situé au 3 rue des Échasses à Strasbourg. Cette cession, réalisée en novembre 2024, a permis de financer l'acquisition de nouveaux locaux destinés au siège de l'association, désormais installés au 21 rue du Dôme à Strasbourg. Depuis 2022, le Conseil d'Administration mène une stratégie de renforcement de son patrimoine immobilier, par l'acquisition de nouveaux biens à destination du public accompagné. Dans les années futures, le solde du produit de la vente sera donc destiné à ce projet.

Par ailleurs, l'année a été marquée par l'extension de la prime Laforcade : initialement réservée aux salariés en lien direct avec les usagers, elle a été élargie à l'ensemble des salariés de l'association. Toutefois, certains financeurs n'ayant pas pris en charge cette extension, son coût est resté à la charge de l'association.

La fin de l'exercice a été marquée par la fermeture du service SAMI au sein de l'association Foyer Notre-Dame. Ce service a été transféré à la Fondation de la Maison du Diaconat, conformément à une décision prise par la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA).

Par ailleurs, la conjoncture politique et économique a entraîné la fermeture du dispositif d'accompagnement des demandeurs d'asile à l'hôtel.

Enfin, l'année 2024 a également été marquée par l'ouverture d'un nouveau dispositif au sein de l'association AGIR. Cette ouverture s'est accompagnée de la fermeture du dispositif Hors Les Murs, les missions de ce dernier étant désormais reprises par le dispositif AGIR en raison de leur similitude.

L'association a fait l'objet d'un contrôle URSSAF au cours de l'exercice. Ce contrôle n'a donné lieu à aucun redressement significatif, les remarques formulées étant minimes.

## 2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 2.1 Principes généraux

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce, au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable et au règlement n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en €.

### 2.2 Adaptations professionnelles

Il est fait application du **règlement ANC 2018-06 complété par les règlements ANC 2019-04, 2020-08 et 2022-04** soit :

- Le plan comptable général constitue la référence en matière d'informations financières et comptables ;
- Les particularités des associations et des fondations sont prises en compte par des adaptations du plan comptable général.



- Le plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du CASF (arrêté du 22 décembre 2008)

Les **principales adaptations** portent sur :

- la distinction entre résultats définitivement acquis ou pouvant être repris par un tiers financeur ;
- la ventilation des fonds associatifs ;
- le traitement des financements utilisés sur plusieurs exercices.

Une description plus précise de ces adaptations est donnée dans le corps de l'annexe, le cas échéant.

## 2.3 Dérogations

### Provisions réglementées

En application de l'instruction M22,

- Le compte « **provisions réglementées destinées à renforcer la convergence du besoin en fonds de roulement** » est alimenté par une dotation aux provisions autorisée par l'autorité de tarification. Cette provision peut être reprise et le résultat correspondant peut être affecté en excédents affectés à l'investissement si ce besoin en fonds de roulement est suffisamment couvert.
- Le compte « **provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations** » est doté par les allocations anticipées destinées à compenser des charges d'amortissement et des frais financiers liés à la réalisation d'investissements à venir.  
Cette provision est reprise au fur et à mesure des charges d'amortissement et des frais financiers constatés.
- Le compte « **amortissements dérogatoires** » enregistre l'excédent d'amortissement accordé par l'autorité de tarification par rapport à l'amortissement comptable selon la durée d'utilisation.  
Cet amortissement dérogatoire est repris lorsque l'amortissement comptable sera supérieur à l'amortissement annuel accordé par l'autorité de tarification.
- Le compte « **provisions réglementées réserves des plus-values nettes d'actif immobilisés** » comprend toutes les plus-values sur cessions d'immobilisations ; ce compte est crédité de ces plus-values par une dotation qui neutralise l'effet plus-values au niveau du résultat (en cas de moins-value, si ce compte est positif, il est effectué une reprise du montant de la moins-value dans la limite du solde du compte).
- Le compte « **provisions réglementées réserves des plus-values nettes d'actif circulant** » comprend tous ces produits financiers, notamment les plus-values sur VMP, ce compte fonctionne de la même façon que celui des plus-values sur immobilisations.

## 2.4 Méthodes, de présentation et d'évaluation

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement sont inscrits en charges (méthode de référence), mais peuvent également figurer à l'actif (option réversible).

- Les frais d'augmentation de capital, de fusion ou de scission sont imputés sur les primes de d'émission ou de fusion (méthode de référence). En cas d'insuffisance des primes, ces frais sont comptabilisés en charges. Ils peuvent également être inscrits à l'actif (option réversible).
- Les coûts engagés pendant la phase de développement, se rapportant à des projets nettement individualisés et ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale, peuvent être inscrits à l'actif (méthode de référence) ou en charges (option réversible).
- Les frais accessoires des immobilisations incorporelles ou corporelles, tels que droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, peuvent être rattachés au coût de l'immobilisation (méthode de référence) ou enregistrés en charges.
- Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif (immobilisation incorporelle corporelle ou stock), qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé ou vendu, peuvent être incorporés dans le coût de l'actif.
- Les composants de 2ème catégorie (dépenses faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou de grandes révisions en application des lois, règlements ou d'usages de l'entité ayant pour objet soit de s'assurer du bon fonctionnement, soit d'y apporter un entretien courant) sont comptabilisés en composants (méthode de référence) ou font l'objet d'une provision pour gros entretien ou grandes révisions.

L'option d'incorporation des frais de notariat au coût d'acquisition de l'immeuble situé au 23 rue Kronthal à Strasbourg a été prise ainsi que pour l'acquisition du 21 rue du Dôme à Strasbourg.



## 2.5 Notes spécifiques à certains postes

### 2.5.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### 2.5.2 Constructions

#### Immeubles

Au sein de l'Association, les durées retenues sont un peu plus courtes que celles prévues par les Offices HLM rappelée ci-dessous, à savoir :

- Construction	60 ans
- Menuiseries	30 ans
- Electricité, plomberie, chauffage	25 ans
- Ravalement	18 ans
- Agencements	15 ans

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée aux immobilisations suivantes :

#### ➤ 23 rue Kronthal à Strasbourg

Les durées retenues sont les suivantes :

- Gros œuvre :	50 ans
- Façade/étanchéité :	35 ans
- Installation générale et technique :	20 ans
- Agencement :	10 ans

#### ➤ 21 rue du Dôme à Strasbourg

Les durées retenues sont les suivantes :

- Gros œuvre :	50 ans
- Façade/étanchéité :	30 ans
- Installation générale et technique :	20 ans
- Agencement :	10 ans

#### Autres immobilisations

- Matériel et outillage	5 à 6 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Mobilier de bureau	10 ans
- Matériel de bureau	4 à 5 ans
- Logiciels	4 ans

Aucun indice de perte de valeur n'ayant été identifié, aucune dépréciation supplémentaire n'a été constatée.



**Immobilisations sorties**

Au cours de l'exercice 2024, plusieurs immobilisations ont été sorties de l'actif de l'association, soit à la suite de mises au rebut, soit à l'occasion de cessions. La sortie principale concerne la vente de l'immeuble situé au 3 rue des Échasses à Strasbourg, bâtiment historique de l'association. D'autres sorties d'actifs ont été enregistrées dans le cadre de l'arrêt du service SAMI, notamment la fin de la prise en charge de certains équipements liés à ce dispositif, consécutive à son transfert à la Fondation de la Maison du Diaconat.

**2.5.3 Titres immobilisés et valeurs mobilières de placement**

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à la valeur vénale (acquisition à titre gratuit ou par voie d'échange).

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est pratiquée du montant de la différence.

**2.5.4 Autres immobilisations financières**

Les autres immobilisations financières et les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à la valeur vénale (acquisition à titre gratuit ou par voie d'échange).

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est pratiquée du montant de la différence.

**2.5.5 Stocks**

L'association ne détient plus de stock.

**2.5.6 Créances**

Les créances sont enregistrées à la valeur nominale.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale, une dépréciation est pratiquée de la différence.

**Autres créances**

Les produits à recevoir pour un montant de 690 690 € se composent principalement par :

- Solde de la subvention OFII 2024	234 685 €
- Solde prestations AGIR Grand Est	282 563 €
- Avoirs à recevoir	269 €
- Subvention prime Laforcade	0 €
- Solde des subventions FAMI 2014 et 2015	22 355 €
- Subvention FONJEP	28 428 €
- Subvention CAF - investissement	2 521 €
- CAF paiement mobilier	2 000 €
- Formation en attente de remboursement par l'OPCO	44 357 €
- Remboursement assurance suite sinistre	27 625 €
- Remboursement salaires salariés en formation	0 €
- Aides CAF	14 957 €
- Participations des usagers	6 285 €
- Remboursement de dépôts de garantie	10 877 €
- Personnel avances et acomptes	3 250 €
- Créiteurs divers	10 520 €
	<hr/>
	690 690



### 2.5.7 Fonds associatifs

Certains fonds associatifs ne sont pas mis définitivement à disposition.

Ils sont appelés « **fonds associatifs avec droit de reprise** » (apports, libéralités ou subventions sous réserve d'une clause formelle de reprise)

Les conditions et les modalités de reprise du bien peuvent être en l'état ou en valeur à neuf.

La reprise peut intervenir, soit à la fin du contrat d'apport, soit à la dissolution.

En fonction des modalités de reprise, l'organisme enregistre les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations par rapport à l'apporteur.

Si le bien apporté avec droit de reprise ne doit pas être renouvelé par l'association, la contrepartie de la valeur d'apport inscrite en fonds associatifs avec droit de reprise est diminuée pour un montant égal à celui des amortissements par le crédit du compte **75 « autres produits de gestion courante »**.

Pour ce qui est des « **subventions affectés à des biens renouvelables** », il s'agit de subventions d'investissement destinées au financement de biens dont le renouvellement incombe à l'association.

Ces subventions sont maintenues en permanence au passif dans les fonds associatifs.

Les éléments chiffrés se retrouvent sous référence 3.6.

### 2.5.8 Résultats

Les résultats, tant ceux de l'exercice antérieur affectée que ceux de l'exercice non encore affectés, relèvent de deux catégories, soit :

- Les résultats définitivement acquis ;
- Les résultats pouvant être repris par un tiers financeur.

Les éléments chiffrés se retrouvent sous référence 3.5 et 3.6

Le résultat comptable de l'exercice 2024 se décompose comme suit :

Siège	Excédent	112 118
Association	Excédent	163 443
Résidence Paul HAEBERLIN	Excédent	44 378
Résidence Eve Luquet	Déficit	-8 791
Résidence Aretha Franklin	Excédent	5 219 274
Résidence St-Exupéry	Déficit	-4 748
VIA	Déficit	-69 456
Résidence Tomi Ungerer	Excédent	71 990
Centre Rosa Parks	Excédent	351
Baux Glissants Jeunes	Excédent	3 541
SAMI	Déficit	-121 837
Maisonnée	Excédent	190
Réseau d'Accueil Solidaire	Excédent	10 352
CIR	Excédent	43 240
Hors Les Murs	Equilibre	0.00
Accueils ukrainiens	Excédent	24 409
IML réfugiés	Excédent	90 812
AGIR	Excédent	46 075
Action Régularisés	Excédent	13 658
Accompagnement BPI	Excédent	40 760
CADA	Excédent	36 909
Accompagnement hôtel	Excédent	53 383
URGENCE	Excédent	31 905
SPADA	Déficit	-1 336
<b>TOTAL</b>		<b>5 800 622</b>

Le résultat de la Résidence Aretha Franklin inclue la plus-value de cession de l'immeuble de la rue des Echasses.



**Résultats non opposables aux financeurs**

Pour rappel, les financeurs ont fait part de la non-opposabilité du provisionnement des congés à payer qui fait partie des dépenses refusées en application des articles R.314-52 du CASF concernant les dépenses étrangères par leur nature ou par leur importance, à celles qui avaient été envisagées lors de la procédure de fixation du tarif, et qui ne sont pas justifiées par les nécessités de la gestion normale de l'établissement, et plus particulièrement les dépenses relevant des articles R.314-26.

**Les affectations de résultat 2023 ont été effectuées selon le tableau de passage ci-après :**

	Situation à l'ouverture de l'exercice	Affectations du résultat 2023		Autres Affectations	Situation après affectations
		Dotations	Reprises		
<b>Report à nouveau dont :</b>	<b>-147 714</b>	<b>120 427</b>	<b>9 616</b>	<b>0</b>	<b>10 130</b>
110000 - Report à nouveau FND	75 401	19			75 420
110001 - Report à nouveau Siège	19 309	122 736			142 046
110050 - Report à nouveau Association	0	0			0
110120 - Report à nouveau St Exupéry	9 616	0	9 616		0
110140 - Report à nouveau RTU	0	0			0
119140 - RAN débiteur RTU	-99 602	-7			-99 609
119080 - RAN débiteur RPH	-104 416		29 686		-74 729
119090- RAN débiteur REL	-27 664		17 346		-10 319
119005- RAN débiteur Association	-20 358	-2 321			-22 679
119005- RAN débiteur St Exupéry		-12 778			-12 778
<b>115100 - Résultat sous contrôle de tiers financeurs</b>	<b>704 705</b>	<b>300 227</b>	<b>180 515</b>	<b>0</b>	<b>824 417</b>
<b>115110 - Excédent affecté au financement de mesures d'exploit.</b>	<b>1 958</b>	<b>0</b>	<b>1 958</b>		<b>0</b>
<b>Résultats non opposables aux financeurs dont :</b>	<b>-262 923</b>	<b>-19 172</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-282 095</b>
114200 - Dépenses inopposables (provision CP ex. antérieur)	-81 836				-81 836
115920 - Dépenses non opposables (provision CP)	-181 087	-19 172			-200 259
<b>Total</b>	<b>296 026</b>	<b>401 482</b>	<b>190 131</b>	<b>0</b>	<b>552 452</b>

**2.5.9 Provisions pour risques et charges**

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les éléments chiffrés se retrouvent sous référence 3.3

- Provision pour gros travaux et réparations

Des provisions supplémentaires pour gros travaux ont été enregistrées :

- Provisions concernant le bâtiment situé au 6 avenue racine à Strasbourg : 29 347 €.
- Provision concernant le bâtiment de la résidence Eve LUQUET situé à Schiltigheim : 4 509 €.
- Provision concernant le bâtiment de la Résidence Paul Haeberlin situé à Illkirch-Graffenstaden : 20 706 €.

Des reprises de provisions pour grosses réparations ont été enregistrées au cours de l'exercice 2024 à hauteur de 398.077 €. Elles font suite à la vente du bâtiment situé au 3 rue des Échasses, rendant sans objet les provisions initialement constituées pour ce bien.

Le montant total des provisions pour gros travaux s'élève à 163 500.32€ au 31.12.2024.

- Provision pour manquement des obligations de formation et de gestion de carrière de l'association : 42.000 €.



- Provision de régularisation prime Laforcade perçue (correspondant au montant de la subvention perçue, afin de compenser la revalorisation salariale (Prime Laforcade), à rembourser au financeur car non versée aux salariés (nombre d'ETP déclaré supérieur au nombre d'ETP réellement présent durant l'exercice)) : 52 939 €.
- Provision pour congés payés pour les salariés ayant quittés l'association (suite à la prise de position de la Cour de Cassation en septembre 2023, concernant le droit à congés payés en cas d'arrêt maladie ou d'accident du travail) : 19 647 €

### 2.5.10 Fonds dédiés

Les ressources attribuées au titre d'une action précise figurent dans les produits.

Le montant correspondant à la partie non utilisée à la clôture d'un exercice fait l'objet d'une affectation à un compte « **fonds dédiés** » par le biais d'une charge « **engagements à réaliser sur ressources affectées** » (cpte 689). Lors de leur utilisation effective, les ressources figurant sur le compte « **fonds dédiés** » sont reprises au compte de résultat au rythme de la réalisation des engagements, par le biais d'un produit « **report des ressources non utilisées des exercices antérieurs** » (cpte 789).

Les éléments chiffrés se retrouvent sous référence 3.7

Les fonds dédiés d'un montant de 194 332 € se déclinent ainsi :

- Provision concernant les RTT constituée à l'occasion de la mise en place des 35 heures : 158 015 €
- Financement restant pour le Dispositif Hors Les Murs, dont le montant sera utilisé en 2025 : 36 316 €

### 2.5.11 Engagement de retraite

Les accords collectifs de travail applicables dans les CHRS prévoient des indemnités de départ en retraite supérieures à celles prévues au Code du Travail. Celles-ci ont été calculées sur base de l'article 10.1 – Départ à la retraite des accords collectifs des CHRS et se trouvent dans le tableau de l'Evaluation du passif social.

Les données techniques retenues sont les suivantes :

- Table de mortalité : INSEE 2017
- Taux moyen d'actualisation : 3%
- Initiative du départ : le salarié
- Intégration des charges sociales et fiscales correspondantes
- Méthode de calcul : rétrospective prorata temporis, chiffrage de tous les salariés
- Etendue de l'étude : IFC

Pour chaque salarié, une projection de son salaire et de son ancienneté est effectuée à l'âge de son départ à la retraite supposé, soit 65 ans, et le montant de l'engagement obtenu est pondéré d'une part de la probabilité que le salarié soit présent au moment de son départ à la retraite, et d'autre part de la probabilité qu'il soit en vie à l'âge de son départ à la retraite. L'Association couvre cet engagement par un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'assurance pour tous les salariés au cours de l'exercice. La partie des engagements non externalisée figure en engagement.

### 2.5.12 Volontariat associatif

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006, les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association, à savoir le Président, Vice-Président et le Trésorier, n'ont pas reçu de rémunération au titre de l'exercice 2024.

## 3. EVENEMENT POST-CLOTURE

Le 28 avril 2025, le conseil d'administration de l'association a validé le projet d'acquisition d'un futur bâtiment destiné à l'hébergement des usagers accueillis.



### 3.1- Etat de l'actif immobilisé

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2023	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Immobilisations au 31 Décembre 2024
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>66 357</b>		<b>11 760</b>	<b>54 597</b>
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.	66 357		11 760	54 597
Fonds commercial				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>66 357</b>	<b>0</b>	<b>11 760</b>	<b>54 597</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>5 524 678</b>	<b>2 279 169</b>	<b>2 629 865</b>	<b>5 173 982</b>
Terrains	186 115	206 908	15	393 008
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions	3 831 699	1 888 286	2 368 434	3 351 550
Installations, matériel et outillage techniques	296 705	21 202	113 518	204 389
Autres immobilisations corporelles	1 210 159	92 967	147 897	1 155 230
Immobilisations corporelles en cours		69 805		69 805
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>5 524 678</b>	<b>2 279 169</b>	<b>2 629 865</b>	<b>5 173 982</b>
<b>Immobilisations financières</b>	<b>196 864</b>	<b>740 786</b>	<b>16 139</b>	<b>921 511</b>
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés		700 000		700 000
Prêts				
Autres immobilisations financières	196 864	40 786	16 139	221 511
<b>Total Immobilisations financières</b>	<b>196 864</b>	<b>740 786</b>	<b>16 139</b>	<b>921 511</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATION</b>	<b>5 787 899</b>	<b>3 019 954</b>	<b>2 657 764</b>	<b>6 150 090</b>

### 3.2 - Etat des amortissements

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023	Dotations 2024	Diminutions 2024	Amortis. et dépréc. au 31/12/2024
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles</b>	<b>49 444</b>	<b>14 130</b>	<b>11 760</b>	<b>51 814</b>
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.	49 444	14 130	11 760	51 814
Fonds commercial (établissements privés)				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
<b>TOTAL amortissements et dépréciations des immob. incorporelles</b>	<b>49 444</b>	<b>14 130</b>	<b>11 760</b>	<b>51 814</b>



<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles</b>	<b>3 057 468</b>	<b>351 094</b>	<b>1 937 125</b>	<b>1 471 436</b>
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions sur sol propre	1 711 626	129 647	1 687 182	154 091
Constructions sur sol d'autrui	142 339	47 601	1 840	188 100
Installations, matériel et outillage techniques	206 047	37 780	112 631	131 196
Autres immobilisations corporelles	997 456	136 065	135 473	998 048
Immobilisations corporelles en cours				
<b>TOTAL amortissements et dépréciations des immob. corporelles</b>	<b>3 057 468</b>	<b>351 094</b>	<b>1 937 125</b>	<b>1 471 436</b>

<b>Dépréciations des immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
<b>TOTAL dépréciations des immobilisations financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>3 106 912</b>	<b>365 224</b>	<b>1 948 885</b>	<b>1 523 250</b>
--	------------------	----------------	------------------	------------------

### 3.3 - Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant au 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montants au 31/12/2024
------------------------------------	--------------------------	-----------------------	---------------------	---------------------------

<b>Provisions pour risques et charges</b>				
151 - Provisions pour risques	189 578	107 573	169 205	127 947
<i>dont provisions pour litige (c 1511)</i>				
<i>dont provisions pour garanties données aux usagers (c 1512)</i>				
<i>dont provisions pour pertes sur marchés à terme (c 1513)</i>				
<i>dont provisions pour amendes et pénalités (c 1514)</i>				
<i>dont provisions pour perte de change (c 1515)</i>				
<i>dont autres provisions pour risques (c 1518)</i>	189 578	107 573	169 205	127 947
<i>dont provisions pour risques d'emploi (c 1516)</i>				
152 - Provisions pour charges sur legs ou dotations	0	0	0	0
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (retraite...)		350 301	4 262	346 039
155 - Provisions pour impôts (établissements privés)				
157 - Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	543 454	54 562	434 516	163 500
<i>dont provisions pour grosses réparations (c 1572)</i>	543 454	54 562	434 516	163 500
158 - Autres provisions pour charges	33 481	5 045	18 154	20 373
<i>dont provisions pour rémun. pers. handicapées (c 1581)</i>				
<i>dont autres provisions pour charges (c 1588)</i>	33 481	5 045	18 154	20 373

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>766 513</b>	<b>517 482</b>	<b>626 136</b>	<b>657 858</b>
----------------------	----------------	----------------	----------------	----------------

### 3.4 - Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	31/12/2024
Produits d'exploitation	101 376
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
<b>TOTAL</b>	<b>101 376</b>



Charges constatées d'avance	31/12/2024
Charges d'exploitation	56 190
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>56 190</b>

### 3.5- Affectation du résultat comptable 2023 (N-1)

	Situation à l'ouverture de l'exercice	affectation du résultat 2023 Dotations	Reprises	Situ. après affectation résultat 2023
Report à nouveau	-147 714	145 066	0	-2 649
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	704 705	300 227	180 510	824 422
Excédents affectés au financement de mesures d'exploitation	1 958	0	1 958	0
Résultats non opposables aux financeurs	-262 923	-19 172		-282 095
<b>TOTAL</b>	<b>296 026</b>	<b>426 121</b>	<b>182 468</b>	<b>539 678</b>

Capitaux propres	Montant net 31/12/2023	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024
Réserves affectées à l'investissement	38 000	120 220		158 220
Réserves de trésorerie	464 467			464 467
Réserves de compensation des déficits d'exploitation	231 561	10 290		241 852
Réserves de compensation des charges d'amortissement	28 108			28 108
Autres réserves	53 357			53 357
<b>TOTAL RESERVES</b>	<b>815 494</b>	<b>130 510</b>	<b>0</b>	<b>946 004</b>

### 3.6- Mouvements des fonds associatifs

Capitaux propres	Montant net 31/12/2023	Augment. 2024	Diminutions 2024	Montant net 31/12/2024
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>1 335 861</b>	<b>28 352 533</b>	<b>22 276 054</b>	<b>1 335 861</b>
Fonds associatifs sans droit de reprise	243 918			243 918
Ecart de réévaluation				
Réserves	815 494	706 979	576 469	946 003
Report à nouveau	-147 714	169 788	24 722	-2 648
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	424 162	5 800 622	424 162	5 800 622
<b>Total fonds propres</b>	<b>1 335 861</b>	<b>6 677 389</b>	<b>1 025 354</b>	<b>6 987 896</b>
<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>739 503</b>	<b>1 007 776</b>	<b>1 149 665</b>	<b>739 503</b>
Fonds associatifs avec droit de reprise :				
Apports				
Legs et donations				
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	-262 923	19 600	428	-282 095
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	704 705	330 606	210 888	824 423
Ecart de réévaluation				
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	295 763	676 486	916 962	55 287
Provisions réglementées				
<b>Total autres fonds associatifs</b>	<b>737 545</b>	<b>1 026 692</b>	<b>1 128 278</b>	<b>597 615</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 073 405</b>	<b>7 704 080</b>	<b>2 153 631</b>	<b>7 585 510</b>



### 3.7 - Mouvements des fonds dédiés

	Situation à l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises	Situation à la clôture de l'exercice
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	672 309	36 316	514 293	194 332
<b>TOTAL</b>	<b>672 309</b>	<b>36 316</b>	<b>514 293</b>	<b>194 332</b>

### 3.8 Etat des Échéances des Créances et des Dettes

Libellé	Montant brut 2024	A 1 an au plus	A plus d'1 an
---------	----------------------	----------------	---------------

#### CREANCES (a)

Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations(25-26)			
Prêts (274)			
Autres immobilisations financières (271 à 273, etc)	921 511		921 511

Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés (411 à 418)	338 236	338 236	
Autres créances clients (4096,4097, etc)	452 035	452 035	
Personnel et comptes rattachés (421.)	3 250	3 250	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	719	719	
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf )	234 685	234 685	
Autres			
Charges constatées d'avance (486)	56 190	56 190	

<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>2 006 627</b>	<b>1 085 116</b>	<b>921 511</b>
-----------------------	------------------	------------------	----------------

DETTES (b)	Montant brut 2023	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	plus de 5 ans
------------	----------------------	----------------	--------------	---------------

Emprunts obligataires convertibles (161)				
Autres emprunts obligataires (163)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (164 ..)	1 064 902	54 449	229 671	780 782
Emprunts et dettes financières divers (165...-17)	89 243	89 243		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	451 712	451 712		
Redevables créditeurs	3 900	3 900		

Dettes fournisseurs et comptes rattachés (401,403,408)	1 080 165	1 080 165		
Personnel et comptes rattachés (421.)	700 450	700 450		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	555 522	555 522		
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf )	126 408	126 408		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (269,279,404,405)	702 358	702 358		
Autres dettes (solde créditeur 409, 41, 45, 46, ... )	230 012	230 012		
Produits constatés d'avance (487)	101 376	101 376		

<b>TOTAL DETTES</b>	<b>5 106 047</b>	<b>4 095 593</b>	<b>229 671</b>	<b>780 782</b>
---------------------	------------------	------------------	----------------	----------------



### 3.9 - Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2024
Autres titres immobilisés	
Prêts	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	93 245
Autres créances	103 741
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>196 986</b>

### 4.0 - Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2024
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 667
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fiscales et sociales	897 016
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0
Autres dettes et dettes fournisseurs et comptes rattachés	206 889
<b>TOTAL</b>	<b>1 105 572</b>



## DETAIL DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

### 4.1 - FINANCEMENT DES ENGAGEMENTS SOCIAUX

Evaluation du passif social	Acquis en N
Table de mortalité	INSEE 2017
Taux moyen d'actualisation pour l'exercice	3,00%
Départ à l'initiative du salarié	65 ans
Engagement IFC non versé au contrat	346 039
Complément 2023 constitué	50 584

### 4.2 - AUTRES ENGAGEMENTS

Engagements donnés	Montant	Observations
Effets escomptés non échus		
Avals et cautions		
Promesse d'affectation hypothécaire		
Engagements en matière de formations		
Engagement en matière de retraite (couverts et non couverts)	617 829	cf.2.5.1 / 4.1
Engagements assortis de sûretés		
Nantissement s/DAT	0	
En cours des créances cédées à la clôture	0	
Engagements reçus		
De la part des financeurs		
Découverts bancaires autorisés		600 000

### 4.3 - TABLEAU DES EFFECTIFS AU 31/12/2024

	total	Observat. (ETP)
Cadres	21	
Non cadres	127	
Apprentis	1	
Contrats d'avenir	0	
<b>TOTAL</b>	<b>149</b>	<b>144</b>